

**Climat - La France, l'Allemagne, la
Suède, les Pays-Bas, la Finlande, le
Portugal et le Luxembourg
appellent à une ambition climatique
de l'Union européenne à la hauteur
de l'Accord de Paris - Communiqué
du ministère de la transition
écologique et solidaire
(Paris, 25 avril 2018)**

Réunis à Paris le 25 avril 2018, à l'invitation de Nicolas Hulot et Brune Poirson, dans le cadre de l'événement organisé par la "2050 Pathways Platform", cofondée par Laurence Tubiana à la COP22 à Marrakech, les ministres européens chargés de la lutte contre changement climatique de la France, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, la Finlande, le Portugal et le Luxembourg appellent à la mise en place, dans tous les pays, et plus particulièrement dans l'Union européenne, d'une stratégie de long terme ambitieuse conforme aux objectifs de l'Accord de Paris.

Face à un constat scientifique alarmant et dans l'attente du rapport du GIEC sur l'atteinte de l'objectif de limitation à 1,5°C du réchauffement de la planète, les ministres ont déclaré qu'il était nécessaire d'agir afin de respecter l'Accord de Paris auquel tous les Etats se sont engagés. Ils ont appelé à ce que l'Union européenne conserve son leadership dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et démontre sa capacité de mobilisation.

Le Conseil européen du 22 mars dernier a appelé la Commission à proposer une stratégie de long terme de l'Union européenne d'ici à la fin du premier trimestre 2019. La Commission européenne, également présente aujourd'hui à Paris, a rappelé son engagement pour produire une telle stratégie dans les meilleurs délais.

Brune Poirson pour la France, Eva Svedling pour la Suède, Eric Wiebes pour les Pays-Bas, Kimmo Tiilikainen pour la Finlande, José Mendes pour le Portugal, André Weidenhaupt pour le Luxembourg (représentant la ministre Carole Dieschbourg) et Karsten Sach pour l'Allemagne (représentant le Secrétaire d'Etat Jochen Flasbarth) ont appelé à ce que cette stratégie de long terme, dans le cadre de la contribution de l'UE à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris, examine les possibilités de rehaussement de l'ambition de l'Union européenne et présente différentes trajectoires destinées à atteindre la neutralité carbone à long terme et incluant des étapes intermédiaires. Ils ont témoigné aujourd'hui de l'engagement de chacun de leur pays à développer une stratégie de long terme couvrant l'ensemble des secteurs d'activité.

Les ministres ont également souligné que cette transition vers une économie sobre en carbone devait permettre l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de ses objectifs de développement durable (ODD), au travers d'une transition juste et intégratrice, pour l'Union

européenne et en partenariat avec le reste du monde.

Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, France : "L'Union européenne doit relever son niveau d'ambition pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. La France en prend sa part en mettant en oeuvre des politiques alternatives permettant une transition écologique et solidaire. Dans cette perspective, la France a engagé la révision de sa stratégie nationale bas carbone (SNBC) afin d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050."

Eva Svedling, secrétaire d'Etat pour l'action climatique, Suède : "La science nous indique qu'il ne reste que quelques années pour éviter les effets les plus dévastateurs du dérèglement climatique. La Suède a adopté des objectifs climatiques nationaux exigeants, incluant un objectif de neutralité carbone d'ici 2045. La Suède considère qu'un objectif de neutralité carbone devrait être fixé au niveau de l'UE à horizon 2050 ou même avant si les études scientifiques montrent que cela est nécessaire."

Eric Wiebes, ministre chargé des affaires économiques et climatiques, Pays-Bas : "Le gouvernement néerlandais souhaite être à l'avant-garde en matière climatique et à agir en coopération étroite avec les autres Etat membres, afin d'explorer les possibilités d'une approche européenne plus ambitieuse. Les Pays-Bas se sont fixés un objectif de réduction d'émissions de gaz à effets de serre de 49 % d'ici 2030 et souhaitent examiner les possibilités d'un rehaussement de l'objectif de l'Union européenne pour atteindre une réduction de 55 % des émissions européennes d'ici 2030."

Kimmo Tiilikainen, ministre de l'environnement, de l'énergie et du logement, Finlande : "La Finlande souhaite atteindre la neutralité carbone d'ici 2045. La sortie du charbon dans la production d'énergie d'ici 2029 est une étape importante sur cette voie. L'Union européenne doit se doter d'un objectif ambitieux pour 2050 et d'une stratégie pour l'atteindre. Nous sommes très désireux d'y contribuer. Le marché européen de quota d'émissions doit rester au coeur de notre politique climatique et devrait être renforcé afin de pouvoir remplir pleinement ce rôle."

José Gomes Mendes, Vice-ministre chargé de l'environnement, Portugal : "Nous devons poursuivre la dynamique que nous avons lancée à Paris. La stratégie de long terme de l'Union européenne doit permettre de faire la preuve de l'ambition de l'Union européenne et être à la hauteur du rôle de leadership en matière climatique que l'Union européenne entend occuper. Le Portugal est prêt à y contribuer avec détermination et a ainsi décidé d'adopter un objectif de neutralité carbone pour 2050."

Karsten Sach, Directeur général chargé des affaires européennes et internationales en matière climatique, Ministère allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire, Allemagne : "Le fait que l'Union européenne se dote désormais d'une stratégie de long terme, conforme aux objectifs de l'Accord de Paris, constitue une étape importante. En parallèle, l'Allemagne travaille activement à l'élaboration de politiques concrètes et de mesures destinées à une transition juste, comme elle s'y est engagée dans sa stratégie nationale pour 2050."

André Weidenhaupt, Directeur général, Ministère du développement durable et des infrastructures, Luxembourg : "L'UE doit se doter d'une stratégie de long terme cohérente avec les objectifs de l'Accord de Paris. Dans cette perspective, nous devons mettre toutes les politiques sectorielles concernées de l'Union européenne, ainsi que le futur budget européen, en cohérence avec cet objectif. En particulier, les politiques de transition énergétique ("Paquet énergie propre"), notamment les directives relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, ainsi que celles relatives aux émissions de CO2 des véhicules et de la normalisation des produits, doivent permettre d'y contribuer" ./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)